

# Plans d'invasion allemands en juin et juillet 1940... : La Suisse se trouve en grand danger!

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **136 (1991)**

Heft 6

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345109>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Plans d'invasion allemands en juin et juillet 1940...

# La Suisse se trouve en grand danger!

par le lieutenant-colonel Hervé de Weck

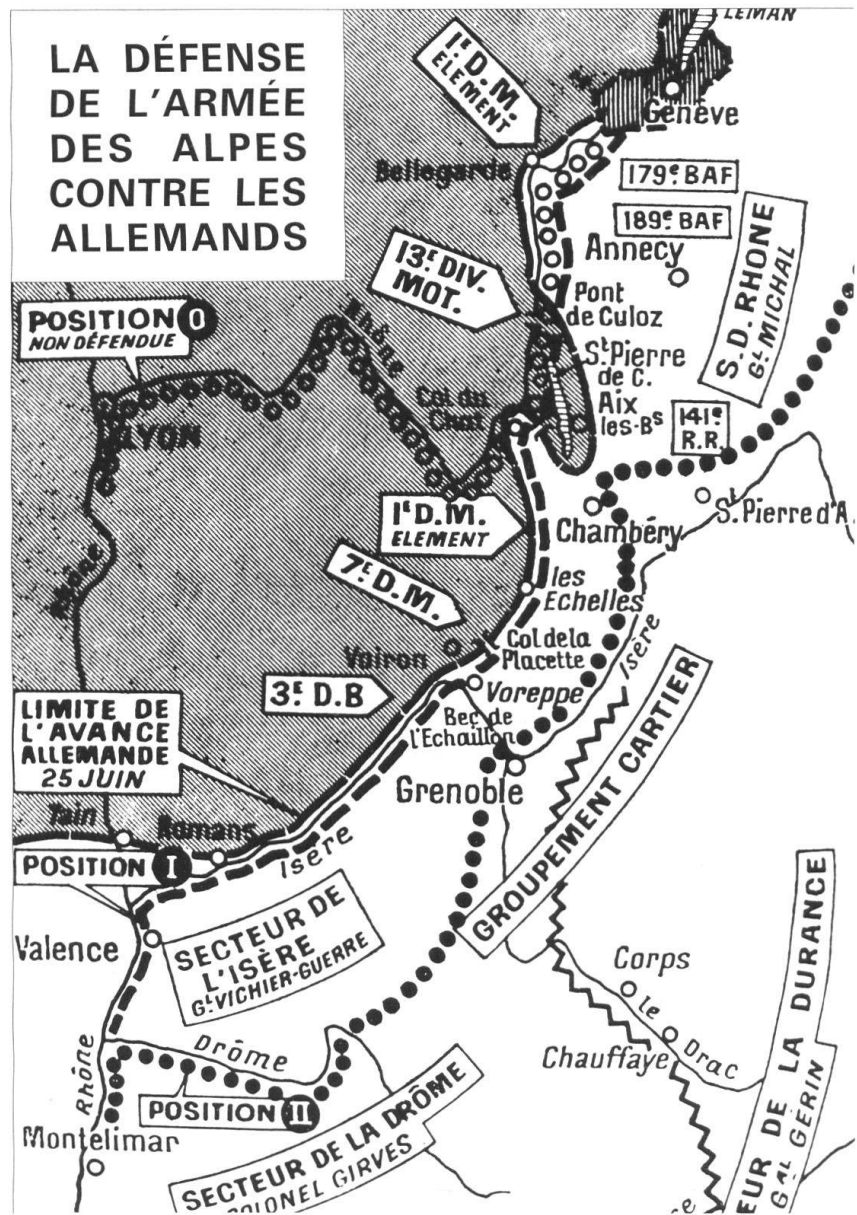
Jusqu'à la publication des recherches de Klaus Urner dans les colonnes de la *Neue Zürcher Zeitung*, puis en librairie<sup>1</sup>, on ignorait qu'Hitler avait personnellement pris des décisions importantes concernant la Suisse, peu avant l'armistice avec la France, et qu'à cette époque, il avait sérieusement envisagé une action militaire contre la Suisse. Dans son allemand académique, il aurait dit à ses proches collaborateurs: «Die Schweiz muss noch geschluckt werden!»<sup>2</sup>

## Le plan «Tannenbaum»

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les historiens militaires suisses s'étaient surtout occupés des études effectuées par certains états-majors allemands, à partir d'août 1940. Elles comprennent une demi-douzaine de projets à l'élaboration desquels le chef de l'état-major de l'armée de terre et deux maréchaux ont participé. Le fameux mot-code «Tannenbaum» apparaît en septembre, dans une planification du Groupe d'armées C. Ces chercheurs en concluaient généralement que le haut commandement allemand n'avait jamais sérieusement envisagé une invasion de notre pays; ces travaux étaient donc des études purement théoriques, des exercices destinés à «driller» des officiers d'état-major. Les travaux d'Urner révèlent des intentions

beaucoup plus sérieuses qu'on ne le pensait jusqu'alors. Dans la foulée, le concept nazi des frontières du Reich, qui englobe la Suisse jusqu'à la crête des Alpes glaronaises et bernoises, n'apparaît plus comme une pure spéculation théorique, surtout si l'on tient

<sup>1</sup> Urner, Klaus: «Die Schweiz muss noch geschluckt werden!» *Hitlers Aktionspläne gegen die Schweiz. Zwei Studien zur Bedrohungslage der Schweiz im Zweiten Weltkrieg.* Zürich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1990. 213 S.  
<sup>2</sup> «La Suisse doit encore être avalée!»



compte des mesures prises par Hitler à l'égard de la France vaincue.

Le fait que toutes les sources n'étaient pas encore dépouillées n'empêchait pas certains partisans d'une «histoire critique» de donner d'une manière péremptoire les raisons qui expliquent cette abstention des nazis: Hitler n'avait nul besoin d'occuper la Suisse, puisque sa place financière, son potentiel industriel fonctionnaient déjà dans l'intérêt exclusif du III<sup>e</sup> Reich. *La Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses* part du principe qu'entre 1939 et 1945, la Confédération n'a

jamais été menacée et que, par conséquent, le volet de la défense militaire devient «quantité négligeable».

Klaus Urner a concentré ses efforts sur la période du 15 juin au 15 juillet 1940, sur les discussions, les études et les décisions du haut commandement allemand, ce qui lui permet de démontrer que c'est à ce moment de la guerre que la Suisse a couru le plus fort danger d'invasion.

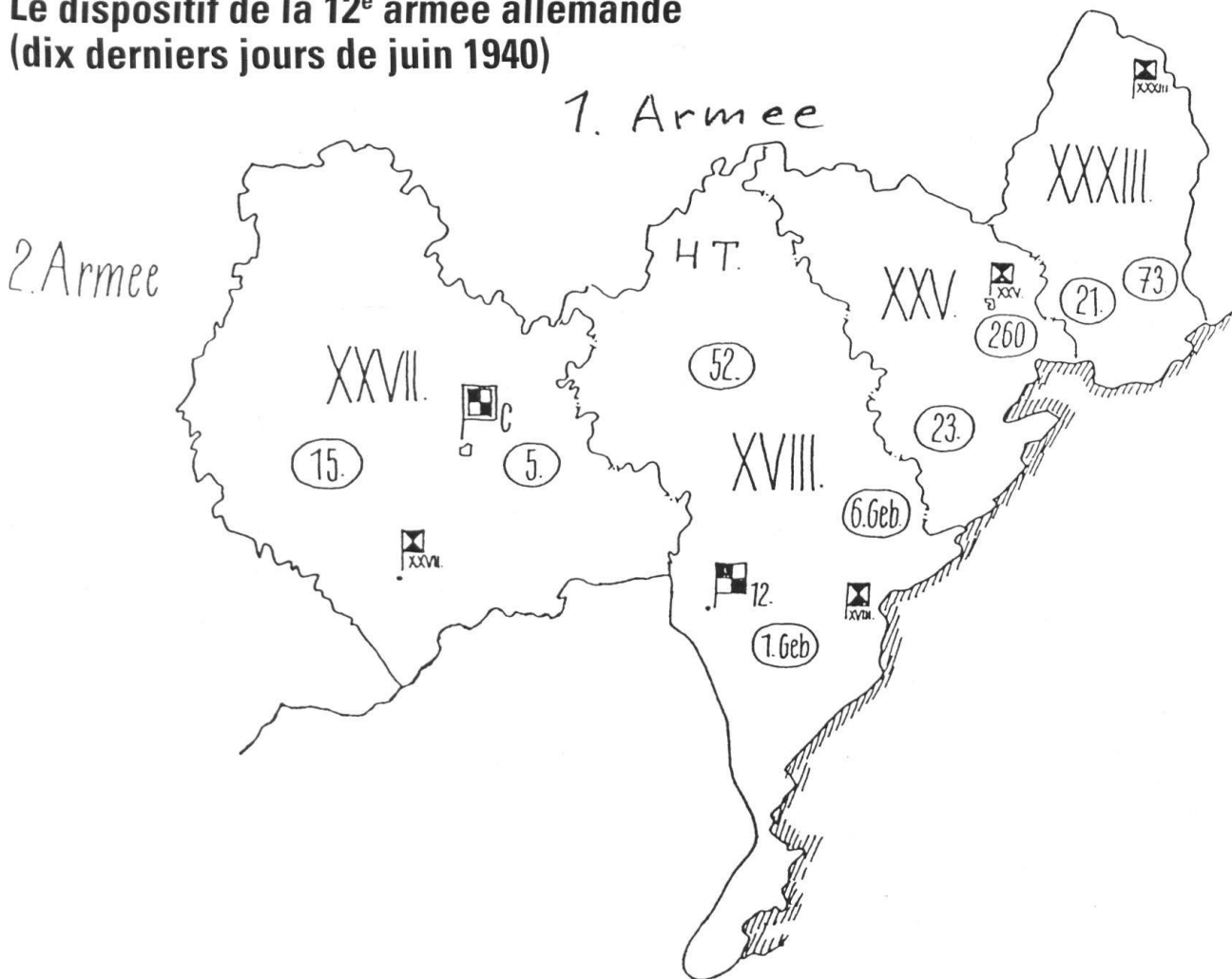
### La situation en Suisse

Lorsque le groupement blindé Guderian atteint no-

tre frontière ouest, l'armée suisse, dont le dispositif se révèle complètement inadapté, tient des positions orientées direction nord. Dans la zone frontière avec la France, seul un mince cordon de troupes, s'appuyant sur des fortifications insuffisantes, devrait jouer le rôle de «barrage opératif».

Le 22 juin, Guisan et ses commandants de corps, réunis en conférence, jugent à peine pensable une action militaire allemande contre la Suisse. «A aucun moment de la guerre, écrit Urner, une attaque-surprise allemande n'aurait eu des conséquences aussi fatales qu'en ces

### Le dispositif de la 12<sup>e</sup> armée allemande (dix derniers jours de juin 1940)



jours d'insécurité paralysante et de transitions improvisées.»

Depuis le 6 juillet, la démobilisation fait passer les effectifs de 450 000 à 150 000 hommes, alors que la Wehrmacht concentre un potentiel offensif inquiétant entre Genève et Bâle. Le Groupe d'armées C comprend la 1<sup>re</sup>, la 2<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> armée. Le 24 juin, cette dernière, forte de 9 divisions et de 245 000 hommes, borde notre frontière. Ses moyens dépassent largement ceux que justifierait une mission de couverture. Vers la fin du mois, l'opération «See-löwe»<sup>3</sup> provoque le retrait des divisions de montagne qui figuraient jusqu'alors à son ordre de bataille.

## Des faits significatifs

L'état-major de Guderian avait ordonné, le 16 juin, à la 29. *Mot. Division* d'annoncer immédiatement, «pour des raisons politiques», lorsque ses éléments de tête auront atteint la frontière suisse. Cet intérêt semble étonnant, car l'ensemble du groupement avance à plein régime dans cette direction. Faut-il y voir l'indice d'une intention du haut commandement allemand? L'ordre provient en effet de l'*Oberkommando des Heeres (OKH)* qui relaie vraisemblablement une demande d'Hitler au général Halder, chef d'état-major de l'armée de terre.

L'armistice avec la France semblant imminent, le Groupe d'armées C reçoit un ordre préalable concernant une «mission spéciale» qui n'est pas précisée. Au moment où Hitler veut la défi-

nir, on constate l'absence d'un plan d'opérations «Helvétie» utilisable, aussi bien à l'*OKH* qu'à l'*OKW (Oberkommando der Wehrmacht)*. Voilà la raison pour laquelle le capitaine von Menges, de la Section des opérations de l'*OKH*, passe toute la nuit du 24 au 25 juin à mettre au point les grandes lignes d'une offensive contre la Suisse. Ce travail, il le fait à un moment où l'*OKH* se trouve submergé par les mesures à prendre dans la perspective d'un armistice avec la France. Il ne s'agit donc pas d'un «exercice» destiné à parfaire la formation d'officiers d'état-major peu engagés; de plus, l'initiative de cette étude revient au fùhrer en personne.

Au moment où Pétain demande l'armistice, Hitler veut encercler complètement la Suisse, la couper de toute liaison avec la France. L'offensive du groupement List, dans le secteur de Grenoble et sur la ligne Chambéry-Annecy n'a pas obtenu le succès escompté, à la suite des combats «sans esprit de recul» de l'armée française des Alpes et des insuccès des Italiens: un étroit couloir subsiste entre le canton de Genève et la zone non occupée par la Wehrmacht. Cet échec, qui porte atteinte aux intérêts stratégiques de l'Axe, redonne de l'importance à la «question suisse».

Dans quelle mesure ces derniers combats en zone de montagne vont rendre les chefs militaires allemands prudents dans leurs réflexions concernant une invasion de la Suisse? L'intervention de troupes de montagne spécialement instrui-

tes semble indispensable: leur absence n'explique-t-elle pas l'échec relatif subi en juin? Quoi qu'il en soit, «ce qui se passa dans le cercle le plus étroit du quartier-général d'Hitler, le 24 juin, n'est pas connu. Cependant, comme le montrent les développements ultérieurs, ce furent pour la Suisse les heures les plus dangereuses de la Deuxième Guerre mondiale.»

D'un autre côté, les combats aériens, qui viennent d'opposer des avions suisses et allemands et qui n'ont pas tourné à l'avantage de la *Luftwaffe*, créent une forte irritation dans les hautes sphères du III<sup>e</sup> Reich, Hitler y compris. Le 2 juillet, le fùhrer apprend de plus l'existence des conversations d'état-major franco-suisse, à la suite de la capture d'archives françaises à La Charité-sur-Loire.

## L'«esquisse» de von Menges

La planification de von Menges est datée du 25 juin. Pourquoi des «notes de conférence concernant une offensive contre la Suisse», au moment où l'armistice avec la France va entrer en vigueur?

Dans ce document, le Gotthard n'apparaît pas comme une liaison essentielle avec l'Italie. En revanche, le territoire suisse pourrait servir de base de départ, en cas de poursuite des opérations contre la France ou d'occupation complète de son territoire. Dans une telle hypothèse, une occupation se justifierait.

<sup>3</sup> Débarquement en Angleterre.



Soldats allemands au poste frontière de Goumois en juin 1940

Le commandement allemand connaît les faiblesses du dispositif de Guisan. Zurich, Lucerne et Berne devraient être occupées dès le deuxième jour d'opérations. Les effectifs prévus sont bien inférieurs à ce qu'envisageront les études opératives ultérieures. Neuf divisions articulées en quatre corps d'armée devraient suffire; la collaboration des Italiens n'est pas envisagée.

Entre le 22 et le 24 juin, le dispositif allemand à l'ouest et au nord-ouest de la Suisse se renforce. Le haut commandement semble le concevoir comme une mesure transitoire destinée à assurer un état de préparation jusqu'au moment où des formations, qui ont un urgent besoin de rétablissements, seront relevées, mais aussi comme la base de départ d'une éventuelle offensive contre la Suisse.

Le 23 juin, Hitler prévoit de subordonner à la 12<sup>e</sup> armée la toute fraîche 6<sup>e</sup> division de montagne qui se trouve à la 7<sup>e</sup> armée. Le 23 juin, la Section des opérations de l'OKH reçoit de la Section «Fremde Heere West» la documentation demandée sur les fortifications suisses dans l'arc jurassien. Dans les jours qui suivent, une autre étude est entreprise concernant une offensive contre le petit Etat neutre.

Le 12 août 1940, le plan d'opérations de l'OKH prévoit toujours l'occupation de la Suisse, afin de garantir un potentiel de transport suffisant en direction du sud de la France. Le document souligne que les fortifications suisses à la frontière française n'ont été commencées qu'au début de l'année, que des barrages efficaces n'existent qu'à certains endroits. Les points faibles

d'une position occupée par deux divisions et demie se trouvent à l'ouest de Nyon, à l'est de Pontarlier et au nord de La Chaux-de-Fonds. Nul indice de renforcement depuis le mois de juillet.

«Les mesures prises depuis le 24 juin et durant la deuxième moitié de l'année 1940 concernant une occupation de la Suisse ne sont pas des planifications théoriques, car elles sont constamment adaptées aux forces disponibles pour l'offensive. On fait en sorte que l'option "invasion" soit maintenue et puisse être réalisée dans les meilleurs délais.» Voilà une conclusion qu'il faudra obligatoirement intégrer, même dans la *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*<sup>4</sup>!

H. d. W.

<sup>4</sup> Une version abrégée de ce texte a paru dans *L'Express*.